

11. Commerce extérieur : le rebond survivra-t-il aux multiples crises ?

Pour la première fois depuis 2016, les comptes nationaux trimestriels montrent un solde extérieur des biens et services en valeur positif (de l'ordre de 0,5 point de PIB) au quatrième trimestre 2025. Le commerce extérieur a pourtant connu une année 2025 plus difficile que les précédentes. Après avoir été supérieure à 1 point de PIB en 2023 et 2024, la contribution du solde extérieur des biens et services à la croissance est négative en 2025, comme le montre le tableau 9. Cela s'explique certes par des facteurs temporaires, comme la reconstitution des stocks après un fort mouvement de déstockage en 2023 et 2024, ainsi qu'un très mauvais premier semestre pour certains produits d'exportation comme les matériels de transport ou l'industrie chimique. Le deuxième semestre a été nettement meilleur avec une croissance des exportations de 3 % au troisième trimestre, tirée par un volume exceptionnel de livraisons de matériel de transport. Il en résulte de très bons acquis à la fin 2025 : 2,4 % pour la croissance des exportations, 0,7 point pour la contribution à la croissance du PIB. Comme les mauvais résultats du premier semestre, ces acquis doivent être interprétés avec prudence. Les exportations, en particulier celles de matériel de transport, devraient connaître un mauvais premier trimestre 2026, suivi d'un rebond au second trimestre.

Tableau 11.1. Taux de croissance des exportations et importations en 2024 et 2025

	2024	2025	Acquis 2026	2026	2027
Exportations	2,5	1,4	2,4	2,3	2,4
Importations	-1,2	3,0	0,3	1,1	2,1
Solde commerce extérieur (c)	1,3	-0,5	0,7	0,4	0,1
Solde commerce extérieur et stocks (c)	0,5	0,1	n.c.	0,0	0,1

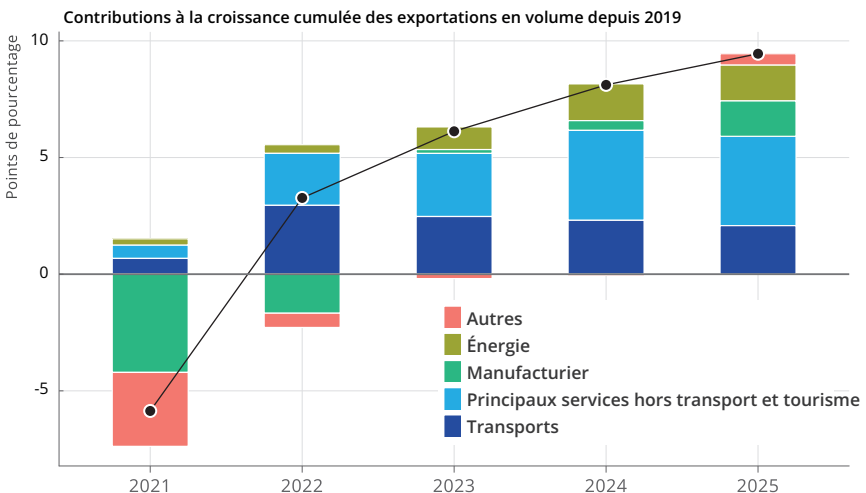
Note : n.c. : non calculé, (c) : contributions ; la contribution du solde commerce extérieur et des stocks est calculée comme la somme des deux.

Sources : Insee, prévision OFCE avril 2026.

11.1. Un commerce extérieur porté par les services depuis 2019

Les soubresauts trimestriels ne doivent pas faire perdre de vue les grandes tendances. Le commerce extérieur français s'est profondément recomposé depuis 2019. Comme pour le reste de l'Europe, les industries exportatrices traditionnelles (chimie, métallurgie, automobile) ont été fortement touchées par la crise énergétique ainsi que par la montée en gamme de l'industrie chinoise, couplée depuis 2022 à une forte amélioration de la compétitivité-prix de cette dernière. Certaines industries ont au contraire mieux résisté et ont parfois su tirer leur épingle du jeu. La première catégorie comprend notamment l'aéronautique civile. Après avoir subi un choc très violent, mais temporaire, lors de la crise Covid, le secteur est parvenu à revenir à son niveau d'activité (très élevé) de 2019. Dans la deuxième se trouvent notamment les industries du luxe et de la défense. Mais le commerce extérieur français a surtout bénéficié depuis 2019 de la forte croissance des exportations de services hors tourisme, comme le montre le graphique 11.1. Le transport, les services aux entreprises, les services financiers et l'information-communication expliquent les trois quarts de la croissance des exportations depuis 2019. Les exportations de services de transport ont bénéficié des tensions sur les chaînes d'approvisionnement en 2021 et 2022 mais ont plutôt diminué par la suite.

Graphique 11.1. Dynamique des exportations françaises par secteurs



Lecture : Le secteur manufacturier a contribué pour 1,5 point à la croissance des exportations depuis 2019.

Note : Les principaux services hors transport et tourisme regroupe les services aux entreprises, l'information-communication et les services financiers.

Sources : Insee, prévision OFCE avril 2026.

Les trois autres ont connu une croissance moins spectaculaire mais plus régulière jusqu'en 2024. Cette forte croissance des exportations de services est d'autant plus importante que son impact sur le PIB et le solde extérieur est plus significatif qu'une croissance des exportations industrielles. En effet, leur contenu en valeur ajoutée domestique est en moyenne beaucoup plus élevé. Nous l'estimons à 85 % contre seulement 55 % pour les exportations industrielles. Inversement, le contenu en importations est nettement plus faible pour les services que pour l'industrie.

11.2. Des aléas à la baisse et à la hausse pour 2026 et 2027

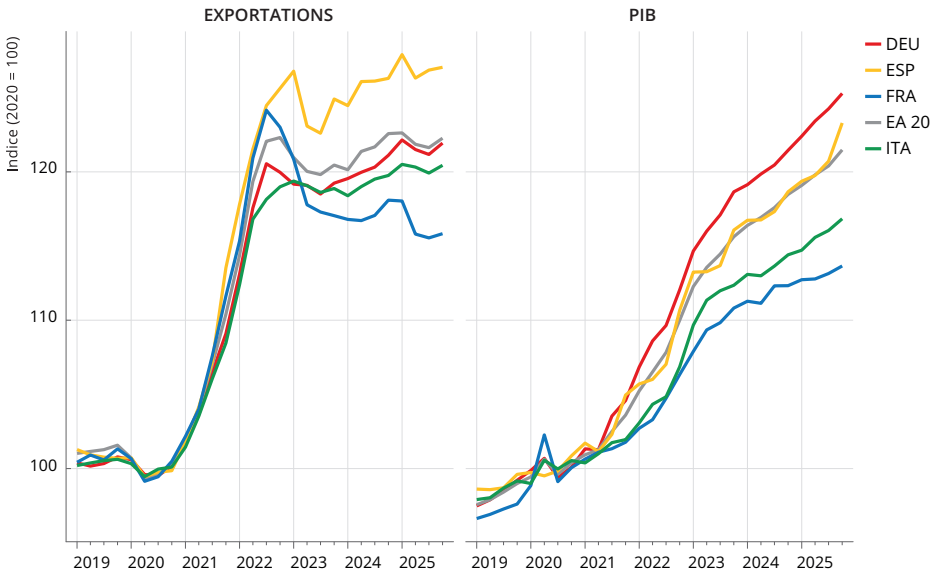
Si les services ont été la locomotive du commerce extérieur jusqu'en 2024, cela n'a pas été le cas en 2025. Les exportations ont stagné, voire diminué, alors qu'elles avaient connu un taux de croissance de 4 % en 2024. Cette rupture nous apparaît comme un facteur de risque pour les années qui viennent. Il est possible que ce ralentissement soit seulement temporaire. Une hypothèse beaucoup moins favorable serait qu'il reflète une recomposition majeure au sein de ces secteurs, notamment les services aux entreprises et l'information-communication, sous l'effet de l'émergence de l'intelligence artificielle. Si un ralentissement durable de la croissance des exportations de services constitue un risque à la baisse, l'amélioration de la compétitivité-prix de l'économie française constitue un aléa à la hausse pour le commerce extérieur. Le graphique 11.2 montre un écart significatif entre l'évolution des déflateurs implicites du PIB et des exportations de la France et celle de ses partenaires de la zone euro depuis 2019. Cet ajustement est équivalent à une dévaluation de 7 à 8 % par rapport à nos partenaires européens. Cette amélioration doit être relativisée car elle intervient dans le contexte global d'une dégradation de la compétitivité-prix de la zone euro par rapport à la Chine et aux États-Unis. Les gains de parts de marché de la Chine et les hausses de droits de douane américains devraient continuer à peser sur le commerce extérieur européen et donc français.

La concomitance d'aléas à la hausse et à la baisse nous conduit naturellement à adopter des hypothèses très prudentes pour 2026 et 2027, résumées dans le graphique 11.3. La contribution du commerce extérieur devrait être négative au premier trimestre, puis positive au second, en lien avec les aléas des livraisons de matériel aéronautique. Les contributions des stocks évolueraient en revanche en sens inverse, limitant l'impact sur le PIB. À plus long terme, les parts de marché dimi-

nueraient légèrement comme pour la plupart des pays européens, tandis que le taux de pénétration augmenterait. Cette combinaison de parts de marché légèrement déclinantes et d'un taux de pénétration en hausse ne se traduirait pas par une dégradation du solde extérieur, car la demande extérieure adressée à la France croîtrait nettement plus rapidement que le PIB français (2,5 % contre 1 %). La guerre au Moyen-Orient et une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz pourraient fortement perturber ce scénario et provoquer une recomposition accélérée du commerce mondial. Nous retenons pour le moment le scénario d'un impact limité dans le temps. La hausse du prix du pétrole et du gaz impliquerait cependant une forte dégradation des termes de l'échange et du solde courant début 2026 puis un retour progressif à la situation antérieure à l'horizon 2027.

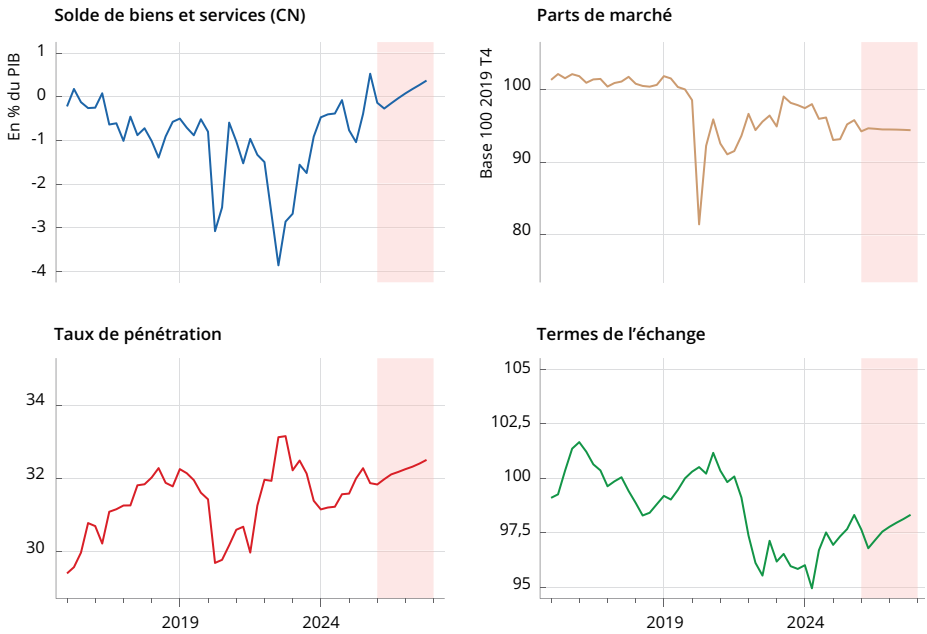
Graphique 11.2. Évolution de la compétitivité-prix au sein de la zone euro

Déflateurs implicites des exportations de biens et services



Sources : Eurostat, namq_10_gdp, prévision OFCE avril 2026.

Graphique 11.3. Commerce extérieur français : les principales statistiques



Sources : Insee, prévision OFCE avril 2026.

